

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



L'envol, illustration de Mireille pour Archipel, 2024

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs, nous voici déjà en décembre – en principe une période de réflexion, de générosité, de paix. Et pourtant, c'est tout le contraire qui marque le monde actuellement – sans perspective d'amélioration à l'horizon. Non, c'est plutôt l'aggravation qui se profile. Et les personnes avec lesquelles et pour lesquelles nous nous engageons se verront de plus en plus couper les ailes.

Nous vivons sur le continent européen, avec des Poutine, Netanyahu, Meloni, Orban, Kickl, Erdogan...

Et de l'autre côté de l'Atlantique? J'avais la naïveté d'imaginer qu'une femme noire pourrait devenir présidente des États-Unis¹. La majorité des électeur/trices lui ont préféré un criminel qui nomme désormais des fascistes, des racistes et des conspirationnistes aux principaux ministères. Et les 70 % (!) de la population électorale² des États-Unis qui n'ont PAS voté Trump doivent maintenant voir à quelle sauce iels seront mangés. Une poignée de chefs d'État criminels est donc en train de détruire des millions de vies humaines par sa folie politique et anti-écologique.

Que pouvons-nous et devons-nous faire?

La seule chose qui me vient à l'esprit pour le moment: nous souvenir de nos ailes, les déployer largement pour offrir notre protection au plus grand nombre possible et les inviter à voler avec nous. Nous vous souhaitons malgré tout un joyeux Noël et un bon début d'année!

Constanze Warta

1. Il n'est pas question ici de faire l'éloge de Kamala Harris – nous sommes critiques de certaines de ses positions alignées au parti dont elle est la candidate.

2. Celles et ceux qui ont voté Kamala Harris et les personnes en âge de voter, qui ne se sont pas exprimées.

INTERNATIONAL/EXTRÊME DROITE

Une «extrême droite internationale» prend forme

L'extrême droite n'a jamais été aussi puissante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après des décennies de glissement progressif du centre politique vers la droite, les forces ultranationalistes et néofascistes sont désormais en alliance ouverte avec les partis populistes et conservateurs du monde entier, ou donnent le ton en leur sein. En Israël, elles ont pris le contrôle du pays et lancé une guerre régionale à la suite du génocide en cours à Gaza. Aux États-Unis, elles sont toujours prêtes à organiser un coup d'État, quel que soit le résultat des élections, mais dans les deux cas, l'ascension de l'extrême droite est loin d'être terminée. Repoussée pour l'instant en France, l'extrême droite est récemment devenue le premier parti parlementaire en Autriche. Pour en savoir plus sur le pouvoir de l'extrême droite, ses réseaux internationaux et son financement, nous avons interrogé Grzegorz Piotrowski, sociologue à l'université de Gdańsk et au Centre européen de solidarité. Les réponses ont été éditées dans un souci de concision et de clarté.

Alors que les élites politiques et économiques, et en particulier la presse de droite, sont occupées à répandre la xénophobie et à réclamer des frontières plus strictes, ces mêmes élites et leurs chiens d'attaque n'ont aucun problème à travailler au-delà des frontières. Nous parlons de notre internationalisme, mais qu'en est-il de leur?

Ce n'est pas nouveau, n'est-ce pas? Même avant la Seconde Guerre mondiale, ils étaient assez internationaux. Mais s'il y a 15 ans, les groupes d'extrême droite étaient profondément enracinés dans leur contexte local, aujourd'hui, ils ont gagné des alliés très puissants, en particulier des alliés qui ont beaucoup d'argent. Lors de la conférence CPAC à Budapest¹ fin avril, vous pouviez voir cette «internationale de l'extrême

droite» – Tucker Carlson, Viktor Orban. Les Russes ne peuvent plus voyager autant, mais il y avait des gens du monde entier, même des membres du Parlement européen. Mais on peut aussi observer les flux d'argent – beaucoup de groupes d'extrême droite sont financés par des millionnaires occidentaux ou par le Kremlin. En Pologne, il y a beaucoup de comptes Twitter dont tout le monde sait qu'ils sont financés par la Russie. Ils sponsorisaient l'extrême droite en Autriche et en Italie, et avec les groupes qui luttent contre les droits reproductifs, on peut tracer des flux d'argent en provenance du Brésil.

L'«idéologie du genre» et le «marxisme culturel» remplacent-ils la haine raciale ouverte, ou s'agit-il simplement de couvertures idéologiques?

Je pense que la couche de base est une sorte de simulacre de l'identité chrétienne de l'homme blanc. L'islamophobie ou l'antisémitisme en font partie, mais cela ne fonctionne pas de la même manière dans tous les pays. Il en va de même pour l'homophobie, qui est assez efficace en Pologne et en Hongrie, mais pas vraiment au Royaume-Uni, ce qui leur permet de jouer la carte des «croisades et des conquérants», en plus de la carte du chauvinisme social. Mais il s'agit avant tout de la manière dont vous créez «l'autre», qui ne correspond pas, ethniquement et culturellement, à votre patrie, la «patrie sacrée» qui est censée contenir les valeurs formatrices de la nation.

Récemment, il a été révélé que des néonazis américains avaient contribué à la création d'une chaîne de «brown gyms», clubs d'entraînement d'extrême droite, en Angleterre, appelée Active Club. Existe-t-il d'autres liens transfrontaliers, par exemple avec le continent européen?

Je sais qu'il y a eu la Ligue de défense anglaise – division polonaise, puis la Ligue de défense polonaise – division anglaise, ce qui a créé beaucoup de confusion.

La *Football Lads Alliance* essaie d'utiliser ses réseaux pour savoir qui est actuellement au Royaume-Uni, etc. Mais il s'agit vraiment de groupes marginalisés. En général, ce qui a aidé l'extrême droite à s'internationaliser, c'est qu'elle s'est tournée vers les réseaux sociaux, surtout maintenant que des plateformes telles que X (anciennement Twitter) militent pour la soi-disant «liberté d'expression».

Cela a été très manifeste le 6 janvier 2021 avec l'assaut du Capitole, cette peur créée en ligne s'est traduite par des actes dans la vraie vie. Je ne sais donc pas à quel point les gens du camp Trump étaient conscients de la façon dont cela pourrait finir, je pense qu'ils ont sous-estimé le pouvoir des médias sociaux dans ce cas, mais on a pu voir un vaste



Zdzislaw Beksinski (1929-2005), *Cathedral*

événement de groupes tels que QAnon², les identitaires, les *Proud Boys*³, etc., qui se sont tous réunis au Capitole à cause de la peur créée par les acolytes de Trump en ligne.

Revenons sur le contraste entre leur «internationalisme» et leur racisme. Des dirigeants tel-les qu'Orban en Hongrie ou Meloni en Italie sont-ils vraiment motivés par la haine de cet «autre» qu'ils attisent?

Il s'agit en fait d'un outil très pratique pour s'emparer du pouvoir, car il joue sur les instincts les plus bas de cette société, et dans un monde globalisé, il y a de plus en plus de gens qui bougent. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'il n'est pas nécessaire que des réfugiés ou des migrants arrivent pour attiser la xénophobie, il suffit de créer l'image. Les gens lisent qu'il y a de grands mouvements de personnes venant de zones de guerre civile ou de pauvreté, etc. et vous pouvez facilement en faire un épouvantail pour prendre le pouvoir.

Je pense qu'il s'agit d'un jeu très cynique. Je pense que de nombreux dirigeants, ou du moins leurs proches partisans, n'ont pas vraiment d'idéologie à ce sujet, ils utilisent simplement ces thèmes parce qu'ils pensent qu'ils sont efficaces. Au bout de quelques années, on s'aperçoit qu'ils essaient d'utiliser ce pouvoir, non pas à des fins idéologiques, mais qu'il s'agit essentiellement d'une kleptocratie. En Hongrie, la plupart

des entreprises sont désormais détenues ou dirigées par des amis de Viktor Orban. En Pologne, chaque jour, un nouveau scandale éclate autour du vol d'argent du budget de l'État, et si Bolsonaro était resté au pouvoir au Brésil plus longtemps, ça y serait évidemment le cas, tout comme en Argentine. Je suis presque sûr que beaucoup de personnes de l'entourage immédiat de ces dirigeants ne sont là que pour l'argent et le pouvoir. Quant aux dirigeants, je ne sais pas pour être honnête, il est possible que certains se sentent vraiment investis d'une mission, mais il s'agit bien souvent de s'emparer du pouvoir et de tout ce qui en découle, généralement de l'argent.

Mais cela entraîne toujours la généralisation d'idées et d'attitudes qui n'étaient auparavant

1. La *Conservative Political Action Conference*, à l'origine, une conférence annuelle rassemblant les activistes et militants conservateurs aux États-Unis mais le concept s'est exporté sur plusieurs continents. Une édition européenne de cette conférence se tient chaque année à Budapest.

2. Mouvement conspirationniste d'extrême droite venue des États-Unis, regroupant les promoteurs de théories du complot selon lesquelles une guerre secrète a lieu entre Donald Trump et des élites implantées dans le gouvernement (l'État profond ou Deep State), les milieux financiers et les médias, qui commettraient des crimes pédophiles, cannibales et sataniques.

3. Organisation américaine néofasciste d'extrême droite, qui promeut notamment le suprémacisme blanc. Exclusivement masculine, elle défend et est impliquée dans des actes de violence politique aux États-Unis.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

vant associées qu'à l'extrême droite, et nous voyons à quel point cela peut être dangereux.

C'est quelque chose que j'ai remarqué récemment en discutant avec des parents à l'école de mes enfants, et c'est parfois sous la forme d'une blague ou quelque chose comme ça, mais on peut voir la propagation de ce programme xénophobe en termes très «modérés» dans toute la classe moyenne. Vous savez, iels font des blagues sur les ingénieurs et les docteurs qui viennent en Europe par bateau depuis l'Afrique du Nord, et cela s'accompagne toujours d'un petit clin d'œil, etc. Il s'agit en fait d'une version «allégée» de ce que dit l'extrême droite, et cette peur des migrant·es et des réfugié·es est extrapolée dans l'ensemble des sociétés. Jusqu'à présent, je n'ai vu aucun outil pour lutter contre cela, pour mettre en évidence des choses comme le fait que la seule augmentation de la criminalité qui se produit après l'arrivée des réfugié·es est celle des crimes commis par l'extrême droite contre ces mêmes réfugié·es, ou contre les personnes qui les aident. Je pense qu'il s'agit là d'un défi qui devra être relevé au cours des deux prochaines années, à la fois par le mouvement mais aussi, je pense, par les décideur·es politiques, afin de commencer à promouvoir l'agenda antifasciste auprès des classes moyennes.

Pensez-vous que les groupes antifascistes sont peut-être moins organisés en réseaux internationaux que l'extrême droite? Les gens sont-ils absorbés par les luttes locales?

C'est la question: à quel point les gens s'intéressent-ils activement à ce qui se passe dans d'autres pays, parce que dans certains cas, il se passe tellement de choses dans votre pays d'origine que vous n'avez même pas le temps de regarder ce qui se passe un peu plus loin, ou sur le continent, n'est-ce pas? C'est ce qui s'est passé en Pologne pendant huit ans. Le gouvernement polonais était très ennuyant, surtout pour les activistes, et il y a eu beaucoup de campagnes de protestation et beaucoup de gens dans la rue. Mais il se passait tellement de choses localement que les gens n'avaient pas le temps de regarder ce qui se passait en Allemagne ou au-delà de notre frontière orientale, parce que les gens étaient tellement occupés à gérer ces choses de leur côté.

Que pouvez-vous dire de la résistance à l'extrême droite à l'échelle internationale?

Les tentatives de lutte contre ces initiatives sont très locales, il s'agit pour les gens de protéger leurs propres communautés. Par exemple, aux États-Unis, pendant de nombreuses années, la politique antifasciste était vraiment rare après que l'Action Antiraciste

soit passée au ralenti, il n'y avait pas d'antifascisme militant.

Trump arrive au pouvoir et il y a des gens tels que Richard Spencer⁴ et d'autres, et soudain on assiste à un renouveau de l'antifa militant. Aujourd'hui, une grande partie du mouvement antifasciste américain est basé sur la communauté, et il fait appel aux communautés en disant que ces gens sont une menace pour notre communauté qui est diverse, basée sur l'immigration, pro-LGBT ou tout autre problème ciblé par l'extrême droite. Je pense qu'il s'agit là d'un grand pouvoir.

Deuxièmement, l'extrême droite reprend les programmes économiques et sociaux que la gauche a abandonnés, comme la protection des familles de travailleur·euses, un environnement de travail plus sûr ou le rétablisse-

ment de la dignité par l'augmentation du salaire minimum. Ce sont des revendications de gauche, mais les partis sociaux-démocrates et libéraux ont adopté le néolibéralisme. Je pense qu'aujourd'hui, le langage des partis traditionnels est incompréhensible pour la jeune génération de militant·es. Iels veulent faire avancer leur propre programme, qui est un programme de gauche, et iels voient des menaces à leur programme venant de l'extrême droite, c'est pourquoi iels deviennent anti-droite ou même antifascistes.

Interview réalisée par Uri Gordon*

* Article paru en anglais sur <<https://freedomnews.org.uk>>, traduction Archipel.

4. Militant d'extrême droite américain: néonazi, antisémite, partisan de l'esclavage et suprémaciste blanc.

SUISSE

Une enfance volée: l'histoire des enfants placés (2^e partie)

Aux 19^e et 20^e siècles, en Suisse, beaucoup d'enfants ont été placés par les autorités dans des familles et dans des institutions, pour des raisons morales et économiques. Pendant de nombreuses années, iels ont gardé le silence sur leurs souffrances. Mais, progressivement, les barrières du silence se sont brisées. Au début des années 2000, certain·es ont commencé à partager leur histoire, déclenchant un débat qui a mis en lumière cette période sombre de l'histoire sociale suisse. Le mois dernier, nous retracions l'histoire et la chronologie de ce phénomène. Dans ce numéro, voici deux témoignages directs qui illustrent la cruauté et le désarroi ressentis par ces enfants. Un grand merci à nos deux témoins, Bernard et Nicolas, pour s'être soumis à cet exercice difficile.

Bernard est né en 1968 à Delémont, en Suisse. Le gouvernement suisse le reconnaît comme un enfant placé. Actuellement, il vit à 80 km au nord de Berlin. Il a une fille de 25 ans et il est éleveur et berger dans le Land de Brandebourg.

Étranger si longtemps

Ce qui est sûr, c'est que je suis né le 17 décembre 1968 à Delémont, dans le canton du Jura, en Suisse. Je sais par oui-dire que j'ai été retiré de la garde de ma mère par l'État et que j'ai été placé, comme enfant malade, dans différentes fermes de l'Emmental pendant les premières années de ma vie. Vers l'âge de 4 ans, j'ai été placé dans une famille de paysan·nes de montagne dans le canton du Jura, non pas grâce au travail consciencieux

des autorités sociales, mais par un heureux hasard. Il y avait neuf enfants biologiques, une mère et un père, donc une famille intacte. Cinq enfants déjà adultes ne vivaient plus en permanence à la ferme. Moi-même et mon frère, de trois ans mon cadet, les avions rejoints. Il y avait beaucoup de travail à la ferme et tous les enfants étaient impliqués dans les tâches quotidiennes. Je n'ai pas été martyrisé, battu ou traité de façon particulière. Mais intérieurement et de manière très subtile, j'ai cependant toujours senti que mon frère et moi étions malgré tout des outsiders, et j'ai toujours craint que l'on m'éloigne peut-être à nouveau arbitrairement. Prisonnier de ma propre insécurité, je n'ai guère réussi à m'occuper suffisamment de mon petit frère, à l'aider et à le soutenir. Ces reproches me tourmentent encore aujourd'hui. Une ou deux fois par an, un représentant des autorités venait nous voir, mais jamais pour nous parler ou au moins nous donner un certain sentiment de sécurité. Quand j'ai eu environ 11 ans, nous avons été déplacés arbitrairement et de façon inattendue dans une autre famille. Là encore, nous n'avons été ni consultés ni entendus, mais simplement «orientés» par des employé·es d'une administration. J'ai dû passer d'une école francophone à une école germanophone, ce qui a été très difficile pour

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

moi. J'ai perdu mon environnement familial, mes amis et mes camarades de classe. J'ai vécu dans cette famille jusqu'à l'âge de 16 ans. Je recevais de la nourriture, des vêtements et un lit, mais je n'ai jamais eu de lien humain ou de relation. À la fin de ma seizième année, j'ai quitté cette maison pour partir en apprentissage. Le lien avec mon frère s'est malheureusement perdu à ce moment-là. C'est à cette époque que j'ai commencé à jouer intensivement au foot. Le terrain et l'équipe étaient devenus mon foyer. Je rêvais d'une carrière de footballeur et je faisais de mon mieux pour réussir, en faisant appel à toutes mes forces physiques. L'équipe a eu beaucoup de succès. Mais une mauvaise blessure a mis fin prématurément à ce parcours. Pendant les vacances ou les week-ends, j'allais souvent chez cette première famille, les paysannes de montagne, où j'avais vécu. C'est grâce à ce contact permanent que j'ai fait la connaissance, dans les années qui ont suivi, de la coopérative «Longo mäi», située sur la même commune. Et c'est là que je me suis senti pour la première fois compris et accepté par la communauté. J'ai noué des amitiés avec des jeunes de mon âge, mais j'ai aussi trouvé des amies et des soutiens paternels. En fait, ce furent les premières expériences positives et autonomes de ma vie. Mais les ruptures, les problèmes, les sentiments d'impuissance et d'abandon, la perte d'identité et l'échec continuent d'avoir un impact sur ma vie aujourd'hui. Au début de l'âge adulte, j'ai bougé d'un endroit à l'autre et d'un pays à l'autre. Mes relations amoureuses n'ont jamais duré longtemps et je n'ai pas pu me sédentariser. J'ai adopté et pris la responsabilité d'un enfant, pensant que cela me forcerait à me fixer et à être stable. Malheureusement, je n'y suis jamais vraiment parvenu et mon mode de vie instable a eu des répercussions sur mon entourage. Ce n'est que beaucoup plus tard que je me suis installé en Allemagne de l'Est et que je m'y suis fixé. C'est là, en tant que berger, en travaillant avec des animaux, que j'ai pu trouver calme et satisfaction. En examinant ce bilan, à mes yeux le fameux «dédommagement» de 25.000 CHF accordé par le gouvernement suisse doit être considéré comme une moquerie et en aucun cas comme une mesure appropriée. Je revendique plutôt une pension à vie pour toutes les personnes concernées afin d'atténuer leurs angoisses existentielles et d'assurer financièrement leurs vieux jours. Parallèlement, des résidences collectives doivent être créées afin qu'elles puissent faire enfin l'expérience de l'appartenance sociale et humaine et de la sécurité, au moins dans la dernière phase de l'existence. Il est certain que les agissements de l'État ont gravement impacté des vies humaines et détruit des existences. Il est donc du devoir de l'État d'en assumer la responsabilité et de prendre les mesures appropriées pour reconnaître et atténuer les dommages matériels, mais aussi immatériels, subis par tous ces gens.

Bernard



Tableau de l'exposition à venir « L'Art comme moyen de résilience et de réhabilitation » (Fribourg, 2025)

Nicolas est né 1962. Il réside actuellement en Suisse, dans la région de Fribourg. Il a deux enfants: Florian, 29 ans, et Marianne, 20 ans. Il travaille aujourd'hui dans l'accompagnement des personnes âgées en situation de handicap, après un parcours professionnel varié. Sa première formation était en horticulture. Le 30 juin 2018, il assistait à Mümliswil (canton de Soleure) à une journée de rencontre rassemblant des survivant·es, un événement historique réunissant plus de 900 personnes victimes de ces placements arbitraires.

Mon histoire

Mon père, violent et paranoïaque, menaçait régulièrement de tuer ma mère, convaincu qu'elle avait des liaisons avec d'autres hommes. Il avait déjà été interné. À plusieurs reprises, il a tenté de l'assassiner, brandissant un grand couteau et, pendant qu'elle était enceinte de moi, il l'a battue en lui frappant le ventre. Le gynécologue a recommandé un avortement pour sauver sa vie. Dans une famille déjà plongée dans la misère, dépendante de la charité, j'étais vu comme une menace pour la survie de ma mère et un fardeau financier. À ma naissance, mon père a répandu la rumeur selon laquelle je n'étais pas son fils mais celui de notre propriétaire, et il a contesté sa paternité devant les tribunaux. Dès l'âge de trois ans, après la séparation parentale, je ne vivais plus sous le même toit que mon père. Je l'ai rencontré occasionnellement la première année, puis il a eu l'interdiction de me voir. Chez moi, chaque photo représentant mon père avait été soigneusement découpée au ciseau. J'ai dû vivre avec un papa fantôme, effacé progressivement de mon existence. Un des souvenirs de cette période est la pauvreté dans laquelle nous vivions. Nous survivions dans des conditions matérielles très difficiles. Lorsque nous n'avions vraiment plus rien, on m'envoyait, muni d'un bidon de lait, chercher à manger dans une cuisine de campagne de

l'armée. Cette même année 1967, malgré l'interdiction légale d'expulser des familles en Suisse, ma mère, ma grand-mère et nous, les cinq enfants, avons été contraints de quitter la ville de Romont sous la pression du préfet, du juge de paix, et du curé. La commune refusait clairement de prendre en charge cette misère.

Nous sommes arrivés à Fribourg, après de longues négociations avec les autorités de la ville. Nous vivions toujours dans une grande précarité. Ma grand-mère, angoissée par les dépenses, nous faisait manger les restes que les sœurs de Saint-Paul destinaient habituellement aux cochons. Je n'en ai pas forcément gardé un mauvais souvenir...

À cette époque, ma mère nous transmettait sa crainte d'un héritage psychiatrique, et toute émotion chez moi était perçue par elle comme un signe de cet héritage, renforçant son obsession. À mes cinq ans, un diagnostic de retard mental sévère a été posé, entraînant des batteries de tests, et j'ai dû prendre des neuroleptiques pendant plusieurs mois. Cette stigmatisation m'a rempli de honte. Et à 6 ans, tout a basculé: j'ai été placé dans une institution pour personnes «sourdes et muettes», alors que je ne l'étais pas, puis déplacé de familles d'accueil en institutions pendant plusieurs années.

À l'époque, j'étais dans l'ignorance totale concernant les raisons de mes placements successifs, ce qui m'a beaucoup fait souffrir. On me mentait constamment, sans jamais m'informer des décisions prises, ni de mon avenir. Chaque changement de famille ou d'institution était un choc brutal, sans que mon avis ou mes sentiments ne soient pris en compte. J'ai vécu dans sept lieux différents entre 6 et 15 ans. Aujourd'hui, je comprends que personne ne payait pour ces différents placements, ce qui a contribué à tous ces bouleversements.

À l'âge de 11 ans, un médecin a expliqué à une éducatrice religieuse du foyer que, selon ses examens et observations, mon identité

sexuelle n'était pas clairement établie. Il n'était pas certain que je sois un garçon. Il a recommandé une opération de réattribution sexuelle pour m'aligner sur une identité de genre féminine. Bien que désigné comme de sexe masculin à la naissance, les médecins de l'époque ont entrepris un processus médical de réattribution sexuelle. Un jour, devant une assemblée de spécialistes de l'hôpital pour enfants de Berne, on m'a exhibé nu, sur une table. Un professeur présentait avec une baguette mes parties génitales, mes «anomalies», mes «malformations» tout en donnant des explications en allemand. J'ai vécu ce moment comme un abus, une humiliation. Sans me donner d'explications, ils ont débuté les injections d'hormones, censées être l'une des premières étapes recommandées dans ce processus de transformation... Quelques mois plus tard, en comprenant leur décision, je me suis rebellé et j'ai choisi de ne pas poursuivre les traitements, de ne plus accepter les injections. Et personne ne s'en est préoccupé!

J'ai quitté l'école prématurément, sans maîtriser la lecture et l'écriture, ce qui m'a profondément marqué. Je n'ai jamais terminé le secondaire, en raison de ma dyslexie, de ma dysorthographe et d'un soi-disant «retard mental», des obstacles qui continuent de peser sur ma vie. Ce ne sont pas seulement mes défis cognitifs qui ont conduit à mon décrochage scolaire. Les placements fréquents dans des environnements instables m'ont plongé dans un état constant d'insécurité. Malgré mes efforts, je me sentais isolé et impuissant face à mes problèmes. L'école, au lieu d'être un refuge, était devenue un lieu d'exclusion, où je portais le poids des jugements et de l'étiquette d'«intellectuellement inférieur».

À 14 ans, j'ai croisé Sœur Marie-Blanche, qui s'occupait déjà de moi à 6 ans. Lorsque j'ai partagé mon désir d'étudier, elle m'a répondu avec un rire moqueur: «Tu n'as pas le niveau, tu ne réussiras pas!». Cette humiliation, marquée par ce que Alice Miller appelle la «pédagogie noire»¹, m'a laissé des cicatrices profondes. Pourtant, ses paroles ont ravivé en moi une détermination: prouver que, malgré mes difficultés et mon passé en institution, je pouvais réussir. Trop de mes camarades ont sombré dans la délinquance, la psychiatrie, la drogue ou le suicide, mais je voulais suivre un autre chemin.

À 15 ans, j'ai commencé un apprentissage d'horticulteur, une période décisive où j'ai pris en main mon avenir. Je me suis bien intégré à l'entreprise, devenant rapidement un atout pour le suivi des cultures. Mon sens de l'organisation et ma fiabilité ont été reconnus, j'adorais mon métier. Pour la première fois, je n'étais pas jugé sur mes capacités intellectuelles, ce qui m'a permis d'exceller en cours. J'ai terminé ma formation avec l'une des meilleures notes du canton, défiant ainsi les attentes liées à mon handicap présumé. Dès lors, ma vie prenant sens, j'ai amorcé des projets de vie. Un véritable tremplin pour la suite! J'aimerais, aujourd'hui, remercier celles et ceux qui, tout au long de mon parcours, m'ont tendu la main, me redonnant espoir et courage. Ces personnes ont tout simplement cru en moi et mis en lumière mes forces.

Entrer dans le monde des adultes à 19 ans s'est avéré être un véritable défi. Je me

rappelle être arrivé plein d'ambition, désireux de m'intégrer dans le monde du travail et de contribuer à la société. J'ai saisi chaque opportunité qui se présentait à moi, aspirant à marquer une rupture nette avec mon passé. Cependant, l'étiquette d'enfant placé semblait me coller à la peau, rappelant sans cesse d'où je venais. Ayant toujours vécu au sein de communautés, je me suis retrouvé soudainement dépourvu des outils nécessaires pour vivre de manière autonome. Mon cercle social en dehors des foyers était limité, ce qui me donnait un sentiment de vulnérabilité. Cette transition vers l'âge adulte a exigé un ajustement considérable, empreint de peur mais aussi de courage.

À un moment, je suis parti à Vienne en France afin de combler mes lacunes scolaires. Durant cette année, j'ai étudié la philosophie, la littérature, la sociologie et j'ai eu une initiation à la psychologie, vivant avec d'autres jeunes venant de différentes régions de France. J'ai réussi à acquérir une solide formation de base qui m'a été précieuse tout au long de ma vie. Je suis parti ensuite vivre une expérience sociale enrichissante en Toscane, en Italie, au sein d'un institut international regroupant plus d'une centaine de nationalités. Cette expérience a profondément marqué ma vie et lui a donné un sens en tant qu'adulte. Peut-être n'a-t-elle pas tant changé ma personne que révélé qui j'étais vraiment.

En arrivant en Italie, j'ai ressenti un allègement, comme si le poids de mon passé avait été enlevé de mes épaules. La langue n'est pas seulement un moyen de communication, mais aussi le reflet d'un contexte et d'une histoire. Pouvoir m'exprimer dans une langue différente du français a eu un impact significatif sur mes comportements et mon environnement. J'ai eu l'impression de traiter les informations différemment et d'être moins encombré par les émotions de mon passé. Quelques années plus tard, après avoir passé un an en Algérie, puis en Italie du Sud et de nouveau en Toscane pour approfondir ma formation d'éducateur, j'ai fait mon retour en Suisse. Je me suis impliqué dans divers secteurs du champ social. J'ai travaillé auprès de personnes ayant des problèmes de dépendance en milieu urbain, puis en tant qu'assistant social dans une prison de haute sécurité. J'ai également soutenu des jeunes dans un foyer éducatif et, actuellement, j'accompagne des personnes en situation de handicap.

Au niveau plus personnel, je me suis marié et deux magnifiques enfants ont apporté une nouvelle joie immense dans nos vies. En eux, j'ai retrouvé des traits physiques et des similitudes familiales, ce qui a comblé un vide en moi, contribuant à apaiser mes questionnements identitaires. Ils ont agi comme un point d'ancrage, me ramenant à mes racines. Nos liens ont renforcé ma quête d'identité, tant généalogique qu'affective. Peu à peu,

... d'autres récits

- *En attendant ma bonne étoile, victime d'un orphelinat suisse des années 1940*, Marie-Thérèse Burrin-Tercier, éditions Publi-Libris, Suisse 2009
- *Le tour de Suisse en cage, l'enfance volée de Louissette*, L. Buchard- Molteni, éditions D'en bas, Lausanne 2015.
- *Mon Père, je vous pardonne - survivre à une enfance brisée*, Daniel Pittet, éditions Philippe Rey, Paris 2017
- *Une longue, longue attente, mes souvenirs*, Nelly Schenker, éditions ATD Quart Monde, Treyvaux 2018
- *Un parmi 100.000, une enfance volée*, Claude Handschin, Maud Foucaut, éditions Slatkine, Genève 2028

mes blessures ont commencé à guérir, même si elles demeureront toujours présentes en moi. Aujourd'hui, mon fils est adulte, il exerce son activité professionnelle et ma fille est encore en formation dans le domaine social. Construire cette famille qui m'avait tant manqué m'a permis de trouver enfin ma place. Je suis désormais pleinement accepté et reconnu, une expérience qui m'avait été refusée dans mon enfance.

Nicolas

1. Punitives, fessées, humiliations, moqueries, sont autant de pratiques considérées aujourd'hui comme des violences éducatives. Pourtant, durant des décennies, ces «corrections» étaient largement répandues et plébiscitées sous le couvert de la «bonne éducation». Farouchement opposée à tout châtiment corporel, la psychanalyste Alice Miller n'a cessé de lutter contre les violences ordinaires et de dénoncer les ravages de la pédagogie traditionnelle, tant au niveau individuel qu'au niveau de la société.



Tableau de l'exposition à venir « L'Art comme moyen de résilience et de réhabilitation » (Fribourg, 2025)

L'UE fait de la Serbie une colonie minière

Les Serbes protestent contre l'exploitation dans leur pays du lithium qui pollue les sols et contamine l'eau. L'UE a néanmoins adopté le pacte sur le lithium, l'industrie allemande des voitures électriques ayant besoin de cette matière première.

Aleksandar Matković ne sait pas qui le menace. Mi-août, l'économiste de l'Institut des sciences économiques de Belgrade reçoit des menaces de mort via Telegram. S'il veut continuer à vivre, il doit se retirer de la vie publique, peut-on lire dans les messages. Peu après, la police serbe effectue des descentes au domicile de quatre de ses amis. Les profils de Matković et d'autres scientifiques et activistes environnementaux sont téléchargés sur un site web proche du gouvernement, dans un «registre des écoterroristes» nouvellement créé. En noir et blanc pixelisé sur fond vert toxique, les photos ressemblent à des photos d'identité judiciaire de grands criminels.

Le mouvement écologiste est une épine dans le pied du gouvernement serbe. Et ce surtout en raison de son succès. Les protestations contre le projet d'extraction de lithium dans la vallée de Jadar polarisent le pays tout entier. «Cela a complètement changé le paysage politique en Serbie», estime Aleksandar Matković. «Les questions écologiques n'étaient pas du tout à l'ordre du jour politique, mais avec les changements législatifs prévus sur la question du lithium, elles ont mobilisé tout le pays. Ce furent les plus grandes manifestations depuis la chute de Milošević».

Du lithium pour les voitures électriques

L'UE et la Serbie veulent exploiter le plus grand gisement de lithium d'Europe dans la vallée du Jadar, au sud-ouest de Belgrade. L'Allemagne, en particulier, est très intéressée. L'industrie allemande a besoin de cette matière première pour développer la mobilité électrique. La Chine contrôle une grande partie de l'extraction et de la transformation du lithium dans le monde. Pour ne pas en être dépendante, l'UE encourage les projets miniers européens, tels que ceux de l'investisseur minier anglo-australien «Rio Tinto» dans la vallée du Jadar. La vallée du Jadar est une région agricole fertile et très peuplée, dotée d'importantes réserves d'eau potable. La menace de destruction et les pollutions prévisibles de l'eau et du sol ont mobilisé aussi bien les défenseur·euses de l'environnement que les scientifiques et les habitant·es. Des scientifiques ont expliqué dans un article publié dans *Nature*¹ que les forages de recherche ont à eux seuls augmenté les concentrations de bore, d'arsenic et de lithium dans les rivières voisines. Des dépassements des limites d'assainissement ont été constatés à plusieurs reprises dans des échantillons de sol. Suite à des manifestations dans tout le pays, le président serbe Aleksandar Vučić avait d'abord gelé le projet en 2022.

C'est surtout le projet de loi sur l'expropriation de la population qui avait suscité une opposition locale et nationale massive, obligeant Vučić à déclarer la fin du projet.

Malgré ce prétendu arrêt, Rio Tinto a continué, depuis juin 2022, à acheter des terrains d'une valeur de 1,2 million d'euros dans les environs de Loznica, dans la vallée du Jadar, comme l'a rapporté le *Balkan Investigative Reporting Network*². À la mi-juillet de cette année, revirement politique: en présence du chancelier allemand Olaf Scholz et du vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič, Vučić signait à Belgrade une déclaration d'intention qui devrait permettre d'obtenir des subventions. Les constructeurs Mercedes-Benz et Stellantis prévoient également de participer à la mine.

Le gouvernement serbe espère que le projet générera des milliards de recettes. Vučić veut faire extraire 58.000 tonnes de lithium par an. Cela suffirait pour 1,1 million de voitures électriques et couvrirait ainsi 17 % des besoins européens, a-t-il expliqué au *Handelsblatt*³ du 17 juillet 2024. Vučić promet non seulement d'exporter la matière première, mais aussi de faire avancer la construction de batteries en Serbie.

Transformation autocratique

«Nous ne progressons pas dans le domaine de la transformation verte, au contraire, nous régressons», affirme Matković. L'économiste met en garde contre la transformation de la Serbie en «colonie minière». Les investissements étrangers, tels que ceux de Rio Tinto, n'ont pas conduit à une augmentation du niveau de vie en Serbie. «L'inégalité sociale en Serbie est extrême et elle ne se réduira pas si nous devenons dépendant·es d'une seule entreprise en

tant que fournisseur de matières premières». Dans l'accord sur le lithium avec Rio Tinto, la soi-disant transformation verte se confond avec l'autoritarisme de Vučić, écrit Matković dans une lettre ouverte début août. Peu après, il reçoit les premières menaces.

Ce sont probablement des déclarations comme celles-ci qui font de Matković et de ses compagnon·nes de lutte la cible de la répression étatique. De plus en plus de militant·es écologistes sont accusé·es de vouloir «abolir l'ordre constitutionnel» par leurs activités. Ils sont présenté·e comme des ennemi·es de l'État ou comme «écoterroristes». «Nous estimons qu'une soixantaine d'activistes ont reçu une forme quelconque de menace ou d'accusation», déclare Matković. D'éminents soutiens aux protestations, telle que la chanteuse croate Severina Vučković, sont également pris·es pour cible. Lors de son entrée dans le pays, elle a été retenue par la police des frontières et interrogée sur son opinion concernant le projet de mine de lithium.

L'UE semble fermer les yeux sur les dangers pour l'environnement, mais aussi sur la répression des défenseur·euses de l'environnement. Cette matière première est trop importante pour la réussite de la «transformation verte» et du *Green Deal* européen. Dans le *Tageszeitung*⁴ du 12 août 2024, la secrétaire d'État Franziska Brantner affirmait que l'UE et la Serbie doivent certes veiller à ce que les normes environnementales soient respectées, mais la mine se fera quoi qu'il arrive – soit avec une participation chinoise, soit avec une participation européenne.

Course aux matières premières

«L'Union européenne est en quelque sorte en mode panique», estime l'expert en matières premières Michael Reckordt. «Elle tente, à

1. Revue internationale hebdomadaire publiant les meilleures recherches évaluées par des pairs dans tous les domaines de la science et de la technologie <nature.com>.
2. Le *Balkan Investigative Reporting Network* est un réseau d'organisations non gouvernementales qui promeut la liberté d'expression, les droits humains et les valeurs démocratiques en Europe du Sud et de l'Est <birn.eu.com>.
3. Quotidien allemand spécialisé dans le journalisme économique.
4. Ou TAZ, quotidien allemand supra régional, décrit comme étant de gauche, vert et alternatif.



Fresque de Banksy, Royaume-Uni

l'instar de la Chine ou des États-Unis, de s'assurer des accès aux matières premières partout dans le monde». L'année dernière et en très peu de temps, l'UE a adopté le *Critical Raw Material Act*, dont l'objectif est d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en matières premières et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les rivalités géopolitiques avec la Chine, mais aussi les conséquences de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, ainsi que l'*Inflation Reduction Act*, par lequel les États-Unis poussent à la nationalisation de leurs sources de matières premières et de leur production, font que l'UE est fortement contrainte de réagir.

Mais cette course aux matières premières critiques révèle surtout les contradictions d'une transformation économique verte qui mise uniquement sur l'électrification: «*Au fond, la transformation verte telle qu'elle est définie par les politiques est la réponse à leur incapacité à stopper ou endiguer la crise climatique*», explique Michael Reckordt. «*On tente, dans la panique, de décarboner là où la pression est la plus forte: les secteurs de l'électricité et de la mobilité*».

C'est particulièrement évident en ce qui concerne le lithium. C'est surtout l'Allemagne, pays de l'automobile, qui a besoin de cette matière première pour l'industrie locale. L'Allemagne a une consommation de métaux bien plus élevée que nombre de ses voisines, un tiers de cette consommation étant imputable à l'industrie automobile. Dans l'ensemble, la consommation allemande de matières premières est bien supérieure à un niveau équitable à l'échelle mondiale. «*Lorsque l'Allemagne dit: 'Nous avons besoin d'un accès équitable et libre aux marchés des matières premières de ce monde', libre et équitable ne signifient pas du tout ce que nous entendons par là en tant qu'organisation de protection de l'environnement ou des droits humains, mais simplement que nous devons avoir accès au plus grand nombre possible de matières premières, à un prix aussi bas que possible*», explique Reckordt.

Au lieu de s'assurer agressivement l'accès à des métaux critiques, comme en Serbie, il faudrait en premier lieu réduire le besoin global en matières premières, souligne Reckordt. Cela impliquerait avant tout de construire des voitures plus petites et d'en produire moins, d'amorcer un tournant dans les transports qui réduise la dépendance à l'égard de la voiture, de recycler les matières premières et de réduire drastiquement la consommation d'énergie dans l'industrie. Cela signifierait effectuer une véritable transformation verte et transformer réellement l'économie de manière climatiquement neutre et écologique, au lieu de générer des effets rebond⁵ et de déplacer les problèmes environnementaux et de droits humains à l'étranger. Cela ne va pas de pair avec l'image que l'Allemagne se fait d'elle-même en tant que pays exportateur en pleine croissance et leader dans le domaine de l'automobile et de l'industrie.

Les contradictions de la transformation verte du capitalisme apparaissent ici aussi, comme l'ont montré récemment les plans économiques annoncés par Volkswagen. Les garanties d'emploi en Allemagne et le droit à un environnement intact en Serbie ne s'excluent toutefois pas mutuellement. La tâche politique de l'heure serait d'engager une transformation de grande envergure qui place les intérêts des populations

et la garantie de leur existence au centre des préoccupations. Imposer l'accord européen sur le lithium et les intérêts industriels allemands à l'étranger au détriment de la population locale, c'est exactement le contraire.

Aleksandar Matković ne peut pas dire si la mine verra le jour. Les projets de Rio Tinto, Vučić et de l'UE mobilisent au-delà des frontières nationales. De plus en plus de militant·es internationaux pour le climat, notamment d'Allemagne, participent aux protestations contre l'exploitation minière en Serbie. Ce soutien est extrêmement important, compte tenu de la ré-

pression massive. Mais la question de savoir si l'exploitation du lithium pourra vraiment être empêchée «*dépend de nous toutes*», écrit Matković.

Ronja Morgenthaler*

*Ronja Morgenthaler est journaliste et politologue, spécialisée dans la transformation socio-écologique, le climat et l'Allemagne de l'Est. Cet article a été publié le 11 septembre 2024 dans le magazine en ligne *Jacobin* <jacobin.de>.

5. Les gains d'efficacité réduisent souvent le coût des produits ou des services. Cela peut entraîner un changement de comportement des utilisateur·trices: iels consomment plus – les économies initiales sont en partie annulées. Cet effet est appelé rebond.

HAUT-PARLEUR

Journée du souvenir trans

Le 25 novembre, la journée internationale contre la violence patriarcale, de nombreuses actions et manifestations ont eu lieu, de l'Asie aux Amériques en passant par l'Europe, manifestations qui se sont poursuivies pour culminer le 10 décembre, lors de la Journée internationale des droits humains. Quelques jours auparavant, le 20 novembre, dans le monde entier également, la Journée du souvenir trans commémorait les personnes trans assassinées, pour attirer l'attention sur les violences subies par les communautés trans.

Depuis 25 ans et la création du TDoR¹ en 1998, le 20 novembre est l'occasion de se rassembler pour se recueillir et commémorer les personnes trans assassinées ou poussées au suicide à cause de la transphobie. Cette année, c'est au moins 350 personnes trans qui ont été assassinées dans le monde à cause de la transphobie. C'est 30 personnes de plus que l'an dernier, et au moins 5040 depuis 2008².

Ce chiffre reste encore aujourd'hui sous-estimé, tant il est compliqué de collecter les données de manière exhaustive et un certain nombre de meurtres dans le monde

continue de ne pas être recensé. Ce qu'il nous montre aussi, c'est que certaines personnes trans sont plus touchées par cette violence que d'autres. Cette année, sur ces 350 personnes trans assassinées:

- 94 % étaient des femmes trans ou des personnes transféminines
- 93 % étaient racisées.
- 46 % étaient des travailleuses du sexe.

L'intersection entre les différentes oppressions, transmisogynie, racisme et putophobie est d'autant plus dangereuse. Le climat actuel, ouvertement islamophobe, et les politiques



Source: Collages féministes Lyon



Un florilège d'émissions des deux mois passés sur Radio Zinzine*

racistes et visant à criminaliser les travailleur·euses du sexe sont des aspects d'autant plus aggravants contre lesquels nous devons lutter. Ce chiffre ne rend pas non plus compte des suicides provoqués par la transphobie, ni des morts résultant des difficultés d'accès aux soins quand on est trans. Et derrière les chiffres, ce sont des personnes, des noms, des familles, des proches, une vie enlevée.

Mais la transphobie, ce n'est pas que nos mort·es, car ce n'est que son expression la plus violente. La transphobie, nous la vivons quotidiennement, dans les regards que l'on nous porte, les questions, les blagues, le harcèlement, la mise à l'écart, les agressions, les violences, la déshumanisation, l'exotisation, l'objectivation, et plus généralement dans les médias et dans le champ politique. La transphobie ne vient pas que des individus mais aussi des administrations, de la classe politique, du gouvernement, du corps médical, des médias et des mouvements réactionnaires.

La poussée des mouvements réactionnaires anti-trans constitue une menace de plus sur nos existences, nos conditions de vie et nos droits. Une offensive anti-trans se construit ces dernières années pour nier notre droit à disposer de notre corps, avec pour objectif d'empêcher toute démarche de transition, de nous renvoyer au placard et de nous faire disparaître. Cette année cette offensive s'est traduite concrètement par la proposition de loi des sénateurs LR s'attaquant aux mineur·es trans. Ces réactionnaires sont les mêmes que ceux qui s'attaquaient et s'attaquent encore au mariage pour tou·tes, au droit à l'IVG.

Cette offensive réactionnaire anti-trans n'est pas une menace seulement pour les personnes trans. D'abord car elle joue un rôle d'enjeu mobilisateur pour les réacs de l'extrême droite, ensuite parce qu'elle est une manifestation d'un mouvement qui a pour objectif de faire reculer les droits de tou·tes les LGBTI et de tou·tes les femmes.

Face aux réactionnaires et à l'extrême droite qui nous attaquent au nom d'un ordre patriarcal, homophobe, transphobe, sexiste, raciste et autoritaire, il est plus que nécessaire et urgent de relever la tête pour construire la riposte. Celle-ci doit être la plus large possible, à travers les mouvements féministes, LGBTI, antiracistes, et le mouvement social dans son ensemble. Elle est essentielle car lutter contre l'offensive réactionnaire en cours est aussi et plus que jamais un combat antifasciste.

Ce 20 novembre, nous partageons notre colère, notre indignation et notre tristesse pour rappeler que la transphobie tue. Nous commémorons celles et ceux qui ont été assassiné·es, poussé·es au suicide. Nous rendons hommage à toutes les victimes de la transphobie. Nous rappelons aussi la nécessité de lutter contre un système patriarcal et capitaliste qui nous opprime.

Ouest Trans*

* <ouest-trans.org>

1. *Trans Day of Remembrance*, Journée du souvenir trans.

2. Source: *Trans Murder Monitoring Project/TGEU*, nombre d'assassinats recensés entre le 1^{er} octobre 2023 et le 30 septembre 2024

L'art de la paix, un entretien avec Bertrand Badie [Specials]

Bertrand Badie, professeur bien connu sur les questions géopolitiques mondiales et les rapports Nord-Sud, a eu l'idée de prendre le contre-pied de L'Art de la guerre, célèbre ouvrage de Sun Tzu, et de faire face aux nombreuses guerres qui défigurent l'humanité aujourd'hui, en suggérant de penser la paix autrement. Non plus comme une pause entre deux guerres, un compromis entre rapports de forces et conflit, mais comme un état, un sujet en tant que tel.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9767>

L'acharnement contre la paysannerie palestinienne [Specials]

Un entretien avec Lina, Saad et Mohammed du Forum palestinien de l'agroécologie, basé à Ramallah en Cisjordanie. Iels nous expliquent comment l'agro-écologie et l'autonomie alimentaire sont des éléments essentiels de l'émancipation du peuple palestinien. Ensuite iels racontent les diverses formes d'agression et de harcèlement exercées par les colons avec l'aide de l'armée israélienne contre les paysan·nes en Cisjordanie.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9760>

Waan Yaat, à propos de Kanaky/Nouvelle-Calédonie [Specials]

Waan Yaat est le lieu où 10 Kanaks désarmés ont été sauvagement abattus le 5 décembre 1984. Par la suite les tueurs seront acquittés au nom d'une stupéfiante «légitime défense préméditée». Avec le drame d'Ouvéa en 1988, cela fait partie des traumatismes majeurs des Kanaks. Nous recevons Daniel Wea, du mouvement des Kanaks en France, Mina Kherfi du syndicat USTKE, et Isabelle Merle, historienne spécialiste de la colonisation et de la Nouvelle-Calédonie.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9762>

Géorgie, ça n'a pas fini de bouger [Specials]

Pour nous parler de la situation en Géorgie, pays peu connu, Mariam qui est géorgienne et militante dans différents collectifs, va commencer par faire un résumé historique et géopolitique, en passant aussi par les divers mouvements sociaux actuels. En deuxième partie, Pierre, qui vit en Géorgie, va revenir sur les élections législatives du 26 octobre 2024 et les manifestations qui en découlent.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9763>

Ukraine: sur le front et avec des ados [Specials]

Le 21 septembre 2024, le Forum Civique Européen organisait une rencontre à Undervelier en Suisse à laquelle étaient invitées Margarita et Maria, deux membres d'une association ukrainienne, Base UA. Celle-ci est fortement impliquée, d'une part, dans un travail humanitaire et d'évacuations sur la ligne de front et, d'autre part, dans un projet de «art camps» ou camps artistiques pour des adolescent·es fortement impacté·es par la guerre.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9713>

Appel de citoyen·nes israélien·nes [Specials]

«Citoyen·nes israélien·nes, nous appelons à une pression internationale pour qu'Israël cesse le massacre». Plus de 1000 Israélien·nes ou Franco-Israélien·nes, dont des universitaires et des artistes, appellent la communauté internationale à appliquer contre l'État hébreu toute sanction possible afin d'obtenir un cessez-le-feu immédiat.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9706>

Tracteur doré, émission spéciale pride de Forcalqueer [Requin Sequin]

Le 5 octobre dernier, c'était la 2ème édition de la pride rurale de Forcalquier. Requin Sequin vous propose un retour tout en mots et compagnie littéraire de ce moment. Dans cette émission donc, un micro-trottoir, des prises de paroles, des lectures et de la musique pour prolonger ce moment.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9705>

Des électeurs ordinaires [Specials]

Le sociologue Félicien Faury parle de son livre, *Des électeurs ordinaires*, enquête sur la normalisation de l'extrême droite (éd. du Seuil). Il commence par souligner que l'électorat RN n'est pas socialement le plus précaire, mais il est d'autant plus sensible aux inégalités qu'il est plutôt désormais en bas des classes moyennes et que ses frustrations ont souvent commencé face à l'échec scolaire, n'ayant souvent pas les moyens matériels ou culturels des milieux qui tirent mieux leur épingle du jeu. Pour lui, c'est une des explications de l'adhésion de plus en plus de femmes, mères notamment, au vote RN.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9689>

Penser la radicalisation djihadiste: acteurs, théories, mutations [Specials]

Avec Elyamine Settoul, maître de conférences en science politique au sein de la chaire de criminologie du Cnam-Paris. À l'instar de nombreux pays européens, la société française est confrontée à la montée en puissance des phénomènes de radicalisation. Avec la massification des violences djihadistes, le phénomène est devenu en quelques années un objet d'étude central des recherches en sciences sociales. Pour la première fois, cet ouvrage propose aux lecteurs et lectrices une synthèse de l'ensemble des aspects du dossier, à la fois sociologique, géopolitique et théorique, sans laisser de côté l'expérience carcérale et la prévention.

* ... et beaucoup d'autres, à écouter et/ou podcaster sur <radiozinzine.org>